Guerre au Yémen : Paris dans l'embarras pour sa politique de vente d'armes

Première publication : 26/04/2019 - 17:01

Un Yéménite constate les dégâts provoqués par des frappes aériennes à Sanaa, le 1er février 2019. Mohammed Huwais, AFP (archives)

Texte par :Marc DAOUSuivre

Élus, ONG, médias… les critiques contre les ventes d'armes de la France à l'Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis, dont certaines utilisées dans la guerre au Yémen, pleuvent sur le gouvernement, dont le discours officiel est mis à mal.

Depuis la publication, le 15 avril, d'une enquête sur l'utilisation d'armes de fabrication française dans la guerre au Yémen, signée Disclose.ngo, média d'information à but non lucratif, les critiques se multiplient contre le gouvernement français. Officiellement, Paris a maintenu jusqu'ici que l'armement français déployé au Yémen par l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis n'est utilisé que de manière "défensive" et non "sur la ligne de front".

La polémique a repris vie avec la convocation par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) de trois journalistes français ayant participé à cette enquête en partenariat avec Mediapart, Konbini, Radio France, Arte et The Intercept, pour être entendus, le 14 mai, dans le cadre d'une enquête pour "atteinte au secret de la défense nationale".

37 rédactions soutiennent les journalistes convoqués par la DGSI

Les journalistes de 37 médias français ont exprimé, le 25 avril, leur soutien à leurs trois confrères convoqués en vue d'une audition libre. "Nous exprimons notre pleine et entière solidarité avec nos confrères, qui n'ont fait que leur travail : porter à la connaissance des citoyens des informations d'intérêt public sur les conséquences des ventes d'armes françaises", indiquent dans un communiqué les sociétés de journalistes, sociétés des rédacteurs et sociétés des personnels de France 24, Europe 1, Le Figaro, France 2, L'Humanité, Mediapart, Le Point, La Croix, ou l'AFP, entre autres.

De leur côté, les trois journalistes ont affirmé qu'ils garderont le silence face à la DGSI. "Nous allons évoquer le secret des sources des journalistes, a confié Geoffrey Livolsi, cofondateur de Disclose, dans un entretien accordé à RFI. Nous allons exercer notre droit à garder le silence et à ne pas donner d'informations sur nos sources".

La justice française avait ouvert une enquête, fin 2018, pour "compromission du secret de la défense nationale" après la transmission à Disclose.ngo d'une note classée "confidentiel défense", rédigée en septembre par la Direction du renseignement militaire (DRM), évoquant l'utilisation d'armes françaises au Yémen. Celle-ci révélait que des chars Leclerc, des Mirage 2000, des radars Cobra, des blindés Aravis, ou encore des hélicoptères Cougar et Dauphin avaient été utilisés dans les combats au Yémen, qui ont fait plus de 10 000 morts depuis 2014. Des informations qui contredisent le discours officiel, qui soutient que cet arsenal ne sert qu'à des fins défensives.

>> À lire : Des documents classés confidentiels détaillent les armes françaises utilisées dans la guerre au Yémen

Intitulés "Yémen - situation sécuritaire", ces documents ont été transmis, selon Disclose.ngo, à Emmanuel Macron, à la ministre des Armées, Florence Parly, au Premier ministre, Édouard Philippe, et à celui des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian.

Le 18 avril, la ministre Florence Parly, a affirmé ne pas avoir "d'éléments de preuve" montrant que des armes de fabrication française auraient fait des victimes civiles dans la guerre au Yémen. "À ma connaissance, ces armes ne sont pas utilisées de façon offensive dans cette guerre au Yémen et on ne peut donc pas de façon mécanique, en tout cas moi je n'ai pas d'éléments de preuve permettant de dire cela, que des armes françaises sont à l'origine de victimes civiles au Yémen", a-t-elle précisé sur les ondes de Radio Classique.

En réaction, la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat, présidée par Christian Cambon (Les Républicains), a fait part de son souhait d'entendre la ministre des Armées après les révélations du collectif Disclose. La date et les modalités de cette audition sont en cours de planification.

Ce n'est pas la première fois qu'un document officiel vient contredire la position française sur ce sujet sensible. Un document public produit il y a un an par le Parlement britannique avait déjà fragilisé le discours officiel du gouvernement. Le 14 mars 2018, la Chambre des communes a exigé du ministère du Commerce international une liste détaillée des exportations britanniques pour des transferts vers l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, deux pays en cause dans les frappes de la coalition au Yémen.

Dans ce document, on apprend qu'en 2016 et 2017, le gouvernement britannique a exporté vers la France des composants destinés à la fabrication de pods Damocles (système de téléguidage laser de bombes embarqué sur les avions de combats) pour l'Arabie Saoudite. Par ailleurs, d'autres pods Damocles sont vendus aux Émirats arabes unis pour équiper leurs Mirages 2000-9, de fabrication française. Or, selon la note de la DRM, des dispositifs de ciblage Damocles équipant les forces aériennes saoudiennes "pourraient être employés au Yémen".

"Une situation difficilement justifiable auprès de l'opinion publique"

La version officielle du gouvernement n'est pas forcément mensongère, estime Élie Tenenbaum, chercheur au Centre des études de sécurité de l'Ifri et coordinateur du Laboratoire de recherche sur la défense (LRD), dans un entretien récemment accordé à France 24. Mais son discours, qui nie l'éventualité que des armes françaises aient servi à tuer des civils yéménites, traduit "une situation difficilement justifiable auprès de l'opinion publique", juge-t-il.

Ryad et Abou Dhabi représentent des clients de premier plan pour l'industrie française d'armement, qui emploie 200 000 personnes. En 2017, le Proche et le Moyen-Orient ont représenté quelque 60 % des commandes de matériel militaire français sur un total de 6,9 milliards d'euros, dont 701 millions pour les Émirats arabes unis et 626 millions pour l'Arabie saoudite (rapport au Parlement 2018 sur les exportations d'armement).

Le 21 mars, plusieurs ONG parmi lesquelles Amnesty International, Oxfam ou Action contre la faim avaient lancé un appel commun à Paris, pour exhorter la France à suspendre ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite et à faire pression pour un processus politique au Yémen, plongé dans une des pires crises humanitaires au monde.

Dans un communiqué daté du 16 avril, l'association de défense des Droits de l'Homme Aser (Action Sécurité Ethique Républicaines) a indiqué qu'elle "se réserv(ait) le droit d'introduire une procédure d'urgence dans le cadre de son recours pendant devant le tribunal administratif de Paris". L'association avait demandé, le 7 mai 2018, au tribunal administratif de suspendre "les licences d'exportation de matériels de guerre à des pays impliqués dans la guerre au Yémen".

Dans une tribune publiée par Libération le 15 avril, un collectif de personnalités politiques de gauche avait appelé l'exécutif à mettre fin à l'implication de la France au Yémen, à faire preuve de "transparence" sur la vente d'armes, et "à mettre sa diplomatie au service de la paix, et cesse de se rendre complice de puissances criminelles".